



# UNCTAD 14

## Nairobi, 17–22 July 2016

FOURTEENTH SESSION OF THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT



UNITED NATIONS  
UNCTAD

### General Debate

Statement by Angola

Tuesday, 19 July 2016

Speaker: H.E Mr. Fiel Domingos Constantino

*Not checked against delivery\**

---

\* This statement is made available in the language and form in which it was received. The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD.



**República de Angola**

**DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE  
MINISTRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE  
DE L'ANGOLA À LA 14ÈME CONFÉRENCE DES  
NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE  
DÉVELOPPEMENT (CNUCED XIV)**

**Nairobi, Kenya**

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La République d'Angola associe sa voix aux interventions faites par la Namibie au nom du groupe africain, par le Bangladesh au nom des PMA et par la Tanzanie au nom du G 77 et la Chine.

Permettez-moi avant de commencer, Monsieur le Président, d'exprimer ma gratitude au gouvernement de la République du Kenya pour la chaleureuse réception et les excellentes conditions de travail mises à notre disposition.

Nous remercions également le Secrétaire-Général de la CNUCED pour la préparation des conditions conduisant à la réalisation de cette 14eme Conférence de la CNUCED qui se réalise à un moment particulier de la conjoncture économique internationale, caractérisée d'une part par la ralentissement économique dans les pays développés et de l'autre par la baisse des prix des principaux produits de base qui a conduit à une forte baisse des taux de croissance, de la hausse du chômage dans les pays exportateurs.

Le commerce international constitue sans doute un moteur pour la croissance économique inclusive, pour la réduction de la pauvreté et pour le développement durable. Cependant il est nécessaire que le système commercial international soit basé sur des règles équitatives et non discriminatoires.

Monsieur le Président  
Excellences

L'an dernier, plusieurs initiatives et décisions ont été prises par les dirigeants mondiaux pour mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions (Agenda 2030), pour le financement du développement durable (Programme d'action de Addis Abeba), ainsi comme pour combattre les changements climatiques et atténuer ses effets (COP 21) .

Également, en 2015, dans cette ville accueillante de Nairobi, a eu lieu la 10ème Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce qui a adopté un certain nombre de décisions clés, y compris certaines en faveur des pays les moins avancés, ainsi qu'à l'élimination des subventions agricoles à l'exportation.

Tous ces événements ont adoptés des décisions qui démontrent que le développement durable et inclusif reste un défi du XXI. siècle.

Malgré le taux de croissance enregistré dans les pays en développement ces dernières années, les gains de la mondialisation continuent toujours asymétriques entre les pays développés et les pays en développement.

À titre d'exemple, un milliard de personnes continuent à vivre dans l'extrême pauvreté, soit un cinquième de la population mondiale.

Par conséquent, le succès du nouvel agenda de développement 2030 dépendra des politiques adéquates au niveau national et naturellement avec l'engagement de toute la communauté internationale, y incluse la CNUCED qui doit jouer un rôle prépondérant par son assistance technique aux pays en développement dans leurs stratégies et actions dans le but de leur intégration dans l'économie mondiale.

Monsieur le Président

Excellences

Le Programme d'action d'Istanbul a tracé les lignes d'orientation pour le développement durable dans les PMA et a défini - entre autres objectifs - la sortie de la moitié des pays de la catégorie de PMA jusqu'en 2020.

Dans ce cadre, l'Angola continue à faire des efforts considérables qui ont conduit à son éligibilité en 2012 pour sortir de la catégorie des PMA conformément à la Résolution A/70/L.31 de l'Assemblée Générale des Nations Unies, adoptée le 12 Février 2016.

La résolution a donné cinq ans de période de transition pour la sortie qui sera effective en 2021. Au cours de cette période, l'Angola devra préparer, avec le soutien des organismes et programmes des Nations Unies et des autres partenaires de développement, une stratégie nationale de «transition douce» qui requiert - entre autres mesures - la diversification économique face aux chocs externes, tel comme il a été défini lors de la Réunion de haut niveau de l'examen à mi-parcours sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, qui s'est tenue à Antalya en Turquie.

Monsieur le Président

L'interdépendance croissante des pays dans l'économie mondiale et la tendance d'inclusion de nouvelles règles dans les relations économiques internationales ont limité l'espace politique des pays en développement, en particulier dans les domaines du commerce, de l'investissement et du développement industriel. Par conséquent, il est important d'avoir des flexibilités politiques dans la mise en œuvre des engagements internationaux dans les domaines du commerce et du développement.

La CNUCED, dans le cadre de son mandat, est appelée à jouer son rôle, notamment d'aider les pays en développement à surmonter les contraintes

systemiques persistentes et les déséquilibres de l'économie internationale, a fin d'atteindre les niveaux de développement nécessaires pour réaliser l'objectif global de la prospérité pour tous.

Merci